

bulletin européen

REVUE TRIMESTRIELLE DE L'EUROPÉISME

100 pages - Février 1953

A BERLIN, RIEN DE NOUVEAU

Il est aujourd'hui évident que l'échec de la Conférence de Berlin est dû à l'attitude soviétique.

L'unification allemande qui a été le thème principal de cette réunion ne pouvait être du gré de l'URSS parce qu'elle aurait d'abord compromis l'exploitation des plus riches provinces allemandes actuellement sous contrôle soviétique, puis aurait constitué un précédent aux incalculables conséquences psychologiques pour tous les peuples européens assujettis à l'Union Soviétique.

On sait que les occidentaux ont proposé la convocation d'une conférence à cinq ou à onze pour la Corée et l'Indochine; une prochaine constitution du pool atomique; des élections libres et secrètes en Allemagne: le contrôle quadriparti sur ces élections; la reconnaissance de la souveraineté à l'Allemagne unifiée; l'élaboration de la nouvelle charte constitutionnelle par une assemblée librement élue; que la Russie renonce à gouverner l'Allemagne orientale comme une colonie; que les barrières entre les deux Allemagnes soient toutes abattues; que toutes garanties de sécurité soient assurées contre une éventuelle agression allemande.

Le troisième point à l'ordre du jour prévoyait la signature immédiate du Traité de Paix de l'Autriche avec la Russie et, comme conséquence, l'évacuation des troupes d'occupation en Autriche, puis de tous les Pays danubiens où se trouvent encore, neuf ans après la fin des hostilités, les troupes de Moscou.

A toutes ces propositions clairement formulées, la Russie a opposé son refus: M. Molotov a répondu NON à toutes les propositions alliées.

Il ne reste plus à l'Allemagne qu'à suivre la politique que le chancelier Adenauer a toujours indiquée: étroite collaboration avec l'occident, accélérer la politique d'intégration européenne et aider les allemands plongés dans le désespoir et la misère en secteur soviétique.

Aucun homme politique ne s'était fait d'illusions sur l'issue de la Conférence de Berlin car il est évident désormais que la Russie ne veut pas abandonner un seul pouce du territoire qu'elle occupe en Europe et que, par surcroît, elle ne demande qu'à s'insinuer; de gré ou de force, dans les pays où règne encore l'idée démocratique.

La Conférence de Berlin a peut-être toutefois été utile à quelque chose: elle a montré de façon décisive que le monde occidental est séparé du monde soviétique par une telle divergence d'opinions, de principes sociaux, politiques et moraux, qu'on ne saurait espérer qu'une simple réunion d'hommes aussi pleins de bonne volonté qu'ils soient, puisse résoudre les problèmes de notre Europe tourmentée. Pour l'Europe il n'y a qu'une solution: l'unification. C'est la solution qui met si fort en colère Malenkov et Cie...

MOUVEMENT EUROPEEN

PRÉSIDENTE D'HONNEUR

Konrad ADENAUER, MM. Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE - KALERGI,
Alcide DE GASPERI, Robert SCHUMAN, Paul-Henri SPAAK

Président : Paul-Henri SPAAK

Vice-Présidents : Robert BICHET, Robert BOOTHBY, Hermann PUNDER

Délégué Général à la propagande : André PHILIP

Délégué général aux Affaires Extérieures : Docteur J.-H. RETINGER

Secrétaire Général : Georges REBATTET

Trésorier : Baron René BOËL

COMITÉ INTERNATIONAL

Membres : Délégués des Mouvements affiliés, des Conseils Nationaux et des Organisations Associées

BUREAU EXÉCUTIF INTERNATIONAL

Paul-Henri SPAAK*, Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Robert BICHET*, Baron René BOËL*, André FRANÇOIS-PONCET, Henri FRENAY, Ernst FRIEDLAENDER, Enzo GIACCHERO*, Enrique GIRONELLA, Eugen KOGON*, Lord LAYTON, René LHUILLIER, André PHILIP*, Georges REBATTET, J.-H. RETINGER*, Robert BOOTHBY, P.-J.-S. SERRARENS*, Karl WISTRAND*

* Egalement Membre de la Commission Permanente.

COMMISSIONS D'ÉTUDES

	Présidées par :
Groupement Parlementaire International	Edouard HERRIOT
Commission Economique et Sociale	Herman ABS
Commission Juridique	P.-H. TEITGEN
Commission de Propagande	André PHILIP
Commission Culturelle	Salvador de MADARIAGA

MOUVEMENTS AFFILIÉS

Union Européenne des Fédéralistes	E. KOGON, H. FRENAY
Mouvement pour l'Europe Unie	W.-C. CHURCHILL
Mouvement Socialiste pour les E.-U. d'Europe.	A. PHILIP
Ligue Européenne de Coopération Economique	R. BOËL
Nouvelles Equipes Internationales	A. De SCHRIJVER
Conseil Français pour l'Europe Unie	A. FRANÇOIS-PONCET

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	Denis de ROUGEMONT, Directeur.
Collège d'Europe (Bruges)	H. BRUGMANS, Recteur.
Commission des Pays de l'Europe Centrale et Orientale	Richard LAW

SECRETARIAT INTERNATIONAL

BRUXELLES : 25, rue de Spa. Tél. 18.58.00.

LES CONSEILS NATIONAUX

Fédération ou Confédération ?

Il est un passage bien connu de Tocqueville, écrit voici plus de cent ans, où l'illustre écrivain français, alors voyageur inconnu dans le Nouveau-Monde, loue les vertus civiques du citoyen américain, et les bienfaits de la décentralisation. A ce sujet Tocqueville évoque la situation de certains Etats d'Europe, et il dit ceci :

« Il y a telle nation de l'Europe où l'habitant se considère comme une espèce de colon, indifférent à la destinée du lieu qu'il habite. Les plus grands changements surviennent dans son pays sans son concours; il ne sait même pas précisément ce qui s'y est passé; il s'en doute, il en a entendu raconter l'événement par hasard. Bien plus, la fortune de son village, la police de sa rue, le sort de son église et de son presbytère ne le touchent point; il pense que toutes ces choses ne le regardent en aucune façon et qu'elles appartiennent à un étranger puissant qu'on appelle le gouvernement. Pour lui il jouit de ces biens comme un usfruitier, sans responsabilité et sans idées d'amélioration quelconque. Ce désintéressement de soi-même va si loin que si sa propre sûreté ou celle de ses enfants est enfin compromise, au lieu de s'occuper d'éloigner le danger, il croise les bras pour attendre que la nation tout entière vienne à son aide ».

* * *

Cette réflexion de Tocqueville mérite qu'on s'y arrête. En notre temps, où par la nature des choses les Etats d'Europe, et aussi les Etats-Unis d'Amérique, malgré leur puissance, sentent l'insuffisance de la « nation », et la nécessité de s'associer, elle amène, en effet, à méditer sur les dangers que comporte le déchirement de l'idée nationale.

Notre problème, en Occident, est clair: en face des menaces extérieures, comme en face de nos difficultés économiques et sociales, nous, démocraties occidentales, devons nous associer. Il n'est pas douteux que cette association ne peut avoir de valeur et de durée que si elle aboutit à instaurer une autorité supérieure qui prenne la responsabilité de certaines décisions essentielles à la vie des hommes libres du vieux monde. Cette au-

par

M. le Sénateur

MICHEL DEBRÉ

torité supérieure ne peut être tyrannique, car ce serait nier la valeur de la démocratie et supprimer les chances d'une liberté au nom de laquelle cette association est recherché. C'est pourquoi, de tous côtés, et sous diverses formes, les esprits anxieux de l'avenir, cherchent les moyens d'organiser une fédération à la fois internationale et démocratique. Les uns pensent à la fédération Atlantique, les autres cherchent d'abord la fédération européenne, mais, d'un côté comme de l'autre, le même problème se pose: quel est le meilleur moyen d'asseoir une autorité politique supérieure aux Etats nationaux, et cependant assise sur la libre volonté des citoyens?

Peut-être ne se rend-on pas compte que l'obstacle décisif à ce projet n'est pas parmi ceux qui sont souvent évoqués. L'obstacle décisif est celui du détachement de tous les citoyens à l'égard d'une telle autorité. Dans les conditions présentes, quel serait le lien qui rattacherait le droit de vote du citoyen à la puissance de ce gouvernement supra-national? Quel sentiment de ses responsabilités peut aujourd'hui inspirer l'Européen ou l'Américain chargé de désigner directement ou indirectement les titulaires de l'autorité suprême? En vérité on s'aperçoit que la démocratie, dans sa forme politique, vit à une petite échelle, et qu'il ne peut en être différemment que lorsqu'un sentiment commun, qui ne naît pas en un jour, don-

ne à une société le sentiment de son unité nationale. La démocratie, en d'autres termes, est l'aboutissement d'une évolution sociologique et l'on ne peut impunément instaurer un pouvoir démocratique sur un conglomérat d'individus qui ne sentent pas, au préalable, la solidarité qui les unit.

* * *

Certains n'admettent point ces constatations. Ils tirent même de l'histoire des Etats-Unis d'Amérique une conclusion opposée. C'est là, une fois de plus, que la lecture d'un vieil ouvrage comme celui de Tocqueville et la connaissance de l'histoire américaine est indispensable. On se rend compte, en quelque sorte, alors, que l'organisation des Etats-Unis a été, préexistante à la nation. Le génie des Constituants américains, à la fin du XVIIIème siècle, est d'avoir, avec une véritable prescience, établi un système politique dans le désert d'un continent inhabité, mais apte pour l'avenir à commander l'immense nation dont ils devenaient ou voulaient que les premiers « Etats » fussent les annonceurs!

En notre temps, et pour les problèmes qui sont les nôtres, la tâche est différente. Les sociétés occidentales, de l'un et l'autre bord de l'Océan, existent, avec leurs caractéristiques, leurs sentiments, leurs instincts. Créer un pouvoir fédéral venant du peuple, par les moyens de la démocratie traditionnelle, quelle que soit la valeur idéale d'un tel effort, constitue une tâche impossible. Y consacrer ses efforts, c'est s'assurer d'avance un échec. Les démocraties, ayons la modestie de le reconnaître, ne peuvent envisager, au mieux, qu'une sorte de confédération d'Etats, laissant à chaque nation historique son unité et la base de sa souveraineté, mais associant les pouvoirs légitimes de chaque nation à une oeuvre commune. En d'autres termes, ce sont les gouvernements démocratiques, non les nations, qui doivent former ce pouvoir supérieur auquel incombera de prouver la solidarité politique des démocraties.



(suite page 4)

LES COMMUNES D'EUROPE

Le Conseil des Communes à Turin

Le 8 février, à la Mairie de Turin se sont ouverts les travaux de deux Commissions du Conseil des Communes d'Europe: la commission du crédit communal européen et celle de l'équilibre rural urbain.

M. Peyron, maire de la ville a souhaité la bienvenue aux délégués, puis successivement ont pris la parole M. Berrurier, maire de Mesnil St. Denis, secrétaire de l'Association des communes françaises et président de la commission pour l'équilibre rural, le sénateur Alessandro Schiavi, conseiller communal et provincial de Forlì qui a souligné l'importance de la création d'un institut de crédit européen pour financer les grands travaux des 40.000 communes adhérents au Conseil.

LES TRAVAUX

Les travaux du Conseil ont duré trois jours et se sont clos le 11 février par une séance plénière.

La première Commission a fait un rapport sur le projet de création de l'Institut de Crédit pour le financement des communes, lequel avec un capital de 4 millions de francs suisses devrait être constitué sous forme de société par actions avec un Conseil d'Administration composé de 15 conseillers. La première tâche de l'Institut sera de financer la construction de maisons populaires.

(suite de la page 3)

Qu'il s'agisse d'un grandiose conseil de l'Atlantique, ou, à titre d'étape, d'un plus modeste conseil de l'Europe, il faut vouloir peu pour réussir quelque chose, qui puisse devenir une grande chose. Il n'est de pouvoir démocratique que le pouvoir national. Il ne peut donc être de pouvoir international que par l'association des pouvoirs nationaux. La responsabilité de faire l'alliance du monde libre n'est

De son côté la Commission de l'équilibre rural a examiné de nombreux problèmes routiers devenus de grosse importance dans vien des villes d'Europe.

Le Conseil des Communes a décidé en outre qu'il s'attachera à favoriser la décentralisation de l'industrie et la modernisation de l'artisanat en même temps que le développement des

secteurs agricoles plus particulièrement liés à l'industrie.

LE PRIX « EUROPE »

Enfin il a été décidé d'instituer un « Prix Europe » pour le meilleur essai publié en 1954-1955, sur la situation de la vie agricole par rapport au problème suscité par l'affluence des travailleurs dans les villes.

Pour un sénat communal

Nous extrayons le passage suivant d'un article de

Jacques CHABAN-DELMAS

Député-Maire de Bordeaux. Président de la Commission des Affaires Communales de l'Assemblée de Strasbourg publié par le "Bulletin Fédéraliste" du 19 février

Pour assurer à tous les libertés fondamentales, il faut commencer par une décentralisation effective, dont le critère est l'autonomie financière locale, car c'est toujours avec l'argent que l'on tient les communes. Il importe que l'impôt soit un impôt propre à la commune, et qu'il soit proportionnel à l'importance de celle-ci. Elle devrait aussi pouvoir fixer librement ses dépenses et le contrôle de l'Etat ne devrait pouvoir s'exercer qu'en cas de déficit. Seul peut être admis le contrôle de la régularité de la gestion, c'est-à-dire un contrôle *a posteriori*, sinon la commune tombe dans la dépendance du pouvoir central. Et plus grands sont les besoins, plus grande est

la dépendance. C'est ainsi que notre Europe est si tragiquement en retard quant aux logements, aux écoles, à la mise en valeur agricole, à l'urbanisme, etc.

Il faut, tout de suite, pallier l'insuffisance des ressources communales. Nous avons voulu porter à l'échelon européen l'étude de ce que nos amis belges et hollandais ont su parfaitement établir: un crédit communal. Cette réalisation permettrait à toutes les communes d'Europe de trouver les sommes indispensables qui les libéreraient de la tutelle administrative et leur permettraient de s'équiper pour le bien-être de tous.

A côté des tâches traditionnelles, les communes ont de nouveaux rôles à assumer: participer à l'expansion de l'idée européenne et ensuite participer organiquement aux futures institutions européennes. Beaucoup de difficultés pourraient être dissipées au sein des parlements, si les élus du peuple prenaient conscience d'un raz de marée européen. Nous sommes parvenus, il y a quelques semaines, à faire reconnaître par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le rôle que les communes peuvent jouer pour la propagation de l'idée européenne.

pas actuellement une affaire de suffrage universel, de parlement représentatif et délibérant, de Constitution. C'est une question de gouvernements, d'autorités nationales s'accordant pour créer, issue de leurs propres pouvoirs, l'autorité commune, faite par les dirigeants politiques de chaque nation et dont le pouvoir se développera à mesure qu'il prendra sa personnalité, c'est-à-dire ses responsabilités.

La Conférence de Westminster

Nous empruntons au correspondant du quotidien français « Le Monde » (J. Wetz) le compte-rendu de la Conférence de Westminster qui a eu lieu les 1-2 février.

(Dans notre prochain numéro, les Résolutions de la Conférence)

L'ouverture de la conférence du Mouvement Européen a montré que l'accord ne sera pas facile entre les Continentaux et les représentants du Commonwealth. Plus de deux cents délégués de dix-neuf pays d'Europe et du Commonwealth sont venus à Church-House — le quartier général de l'Eglise anglicane — lieu de rencontre qui est désormais familier aux animateurs de la cause européenne. Le but de cette conférence, était de rechercher les moyens par lesquels l'Europe occidentale et le bloc sterling pourraient coopérer en vue d'accroître leur production, leurs échanges et leurs investissements dans les territoires d'outre-mer.

L'urgence des problèmes discutés et l'abondance des encouragements officiels n'ont pas empêché les travaux de se dérouler dans une atmosphère plutôt académique. A cet égard le message de bienvenue de Sir Winston Churchill constitue un chef-d'oeuvre « d'enthousiasme prudent ». Le premier ministre britannique ne peut en effet qu'être fier du rôle qu'il a joué dans la fondation du Mouvement, lors du congrès de La Haye. Mais s'il transmet ses meilleurs voeux à la conférence, il prend soin de souligner, entre deux compliments, que celle-ci demeure un simple « forum » pour l'échange des idées.

Groupant des politiciens, des hommes d'affaires, des professeurs, des syndicalistes, des économistes et même d'anciens diplomates de l'Europe orientale, la conférence refléta nécessairement des préoccupations diverses. Depuis ses débuts, le Mouvement européen a été le théâtre d'un conflit entre les fédéralistes et les fonctionnalistes. Or cette querelle n'est pas épuisée. D'autre part, sur le plan économique

on a vu s'affronter, dès la première séance, les avocats du dirigisme et les partisans de la doctrine libérale.

Encore les délégués trouveront-ils un point de départ commun dans le rapport de la commission Randal sur le commerce des Etats-Unis. Personne ne croit plus qu'il soit raisonnable de compter sur une révision assez audacieuse de l'attitude américaine pour combler le déficit en dollars qui affecte le reste du monde. Des nuances se manifestèrent toutefois dans la sévérité des jugements. M. Leopold Amery, le président de la branche britannique du Mouvement européen, a fait de son mieux pour dissiper l'« illusion » selon laquelle on pourrait rétablir aujourd'hui le libre-échange du dix-neuvième siècle. Le « mythe d'un monde unique » a été dénoncé non moins énergiquement par lord Balfour, qui est un avocat traditionnel du commerce impérial. En revanche le porte-parole du libéralisme, lord Layton est intervenu pour condamner le projet d'un bloc Europe-Commonwealth qui élèverait de nouvelles barrières contre la zone dollar. Tel était aussi le thème du rapport présenté par M. André Philip. Selon lui un système préférentiel liant l'Europe et la zone sterling se justifierait seulement dans la mesure où l'on y trouverait le moyen de réduire les tarifs douaniers déjà en vigueur.

L'expansion des échanges n'est d'ailleurs pas le seul sujet d'étude. Le président de la conférence, M. Abs, a indiqué que deux autres problèmes seront discutés dans les commissions: celui des investissements dans les régions arriérées et celui d'une stabilisation du cours des matières premières.

Une conférence économique des gouvernements de l'Europe et du Commonwealth sortira-telle de la rencontre de Church-House pour discuter une action commune des deux « familles » de nations? C'est ce que proposa notamment M. André Philip, qui est l'un des animateurs du Mouvement Européen, sur l'initiative duquel plus de deux cents délégués se sont rendus à cette rencontre de Londres.

* * *

Le thème de cette rencontre devait nécessairement provoquer des controverses. Si le principe d'une coopérative internationale est toujours applaudi, il implique, dans le cas présent, des prises de position très délicates à l'égard des Etats-Unis. Beaucoup de délégués étaient prêts à soutenir l'idée d'un système de tarifs préférentiels entre l'Europe et le Commonwealth, ce qui permettrait à chacun des deux groupes d'accroître son commerce tout en se défendant contre le déficit en dollars. Une autre méthode consisterait, à signer des contrats à long terme grâce auxquels les uns fourniraient l'équipement industriel réclamé par les pays neufs et les territoires d'outre-mer, tandis que les autres seraient assurés de vendre leurs matières premières à un prix stable. Enfin, sur le plan monétaire, la conférence a envisagé l'établissement d'un système de libre convertibilité au sein de l'Union européenne des paiements, alors que le dollar demeurerait toujours une monnaie dure.

Mais certains avocats de ce plan, dont les grandes lignes ont été présentées par le jeune député britannique John Amery, ne dissimulent guère que pour être efficace une telle politique ne doit pas craindre de se heurter à l'opposition américaine. D'autres pourtant redoutent un libéralisme qui se limiterait à un seul secteur du globe. Ils redoutent encore plus de mécontenter les Etats-Unis. Ce dernier souci est particulièrement

vif chez les plus ardents champions d'une cause européenne qui bénéficie outre-Atlantique d'appuis matériels aussi bien que moraux. Sans doute les porte-parole de « l'europanisme » ne vont-ils pas jusqu'à admettre qu'il existe une contradiction entre la politique d'unification continentale telle qu'on l'encourage apparemment à Washington et d'autre part les conditions économiques d'une indépendance de l'Europe qui entraînent celle-ci à se dresser contre le dollar.

Ce conflit qui se pose d'une façon analogue pour le Commonwealth a dominé néanmoins les débats de Londres.

* * *

Si la conférence de Westminster a lancé tout d'abord quelques idées assez révolutionnaires, elle en a finalement atténué le sens pour satisfaire les nombreux tenants du libre-échange classique et, plus encore, pour apaiser les Américains. Ceux-ci en effet ne manqueraient pas de voir d'un mauvais œil la formation par l'Europe et le Commonwealth d'une coalition économique qui se dresserait contre le monde du dollar.

Faisant un pas de plus que le plan de Strasbourg, la conférence, exhorte toutefois les gouvernements membres du Conseil de l'Europe et ceux du Commonwealth à se réunir le plus tôt possible pour envisager une étroite coopération. Les moyens de cette action commune comprendraient de nombreuses mesures, telles que l'extension de l'Union européenne des paiements, ainsi que la signature de contrats à long terme pour les matières premières et l'équipement industriel. Mais le lien nouveau qui est indispensable pour cimenter un vaste groupement de ce genre serait fourni par un système de tarifs douaniers préférentiels que le Commonwealth, les Six et les pays de l'O.E.C.E. s'accorderaient mutuellement.

C'est autour de ce dernier projet que les controverses les plus vives ont tourné. Malgré les plaidoiries de ceux qui entendent assurer quelques sauve-

Il ne suffit pas de se déclarer Européen...

dit M. SCHUMAN

« Si le parlement français ne ratifiait pas le traité sur la Communauté européenne de défense, nous nous trouverions devant le néant. Ce serait un crime contre la paix et la patrie », a déclaré M. Robert Schuman, à Strasbourg le 21 janvier.

« Le Parlement, a-t-il dit, est atteint d'un mal analogue à celui de l'âne de Buridan, Il ne sait dire ni oui ni non. Ces doutes ne s'expliquent point par des décisions éprouvées, mais plutôt par la peur de prendre une décision. Or il ne suffit pas de se déclarer Européen. Il faut le prouver par des actes ».

Le plus grand risque, selon M. Schuman, est de vouloir éviter tous les risques.

Selon l'ancien ministre des Affaires étrangères, la conférence de Berlin est pour l'U.R.S.S. la dernière tentative pour empêcher la réalisation de la C.E.D. « A Berlin, a-t-il poursuivi, il ne saurait être question d'un marché. Il faut y poursuivre une politique courageuse sans être provocatrice et dissiper certains malentendus, tout en donnant des garanties à la Russie ».

Après avoir affirmé que jamais il ne donnerait son accord pour la mise sur pied d'une armée allemande nationale indépendante, autonome, et que l'armée européenne est justement la solution qui doit empêcher l'Allemagne de faire une politique agressive, M. Robert Schuman a demandé « aux Français de ne pas fermer plus longtemps les yeux sur une nécessité de l'heure ».

gardes aux industries neuves, le principe protectionniste a été largement banni. La préférence ne serait établie qu'en abaissant les droits actuels. La mise en pratique du projet ne se ferait d'ailleurs que dans le cadre du G.A.T.T.

Les débats ont donc abouti à verser beaucoup d'eau dans le vin du projet originel sous la forme que lui avait donnée le député britannique John Amery. La déception des inspirateurs a été exprimée de façon assez forte par un autre parlementaire torry, M. Robert Boothby. Celui-ci a mis les délégués en garde contre le désir illusoire « d'essayer encore une fois un retour au dix-neuvième siècle ». L'effondrement du système de liberté totale aurait non seulement produit la plus grande crise de l'histoire humaine, mais serait aussi à l'origine de la seconde guerre mondiale. Une tentative analogue serait d'au-

tant plus vaine, selon M. Boothby, qu'elle devrait s'appuyer non plus sur la livre, mais sur le dollar, c'est-à-dire sur la monnaie d'un pays « qui n'a pas besoin de marchandises manufacturées et qui n'en veut pas ».

Tout au long des travaux la conférence a en effet gardé un œil prudent sur les réactions éventuelles des Américains. La résolution finale ne manque pas de réaffirmer le « but ultime » d'une abolition de toutes les barrières. Même ainsi le plan de Westminster n'a été adopté qu'avec des réserves.

L'équivoque subsiste donc dans la mesure où le plan préférentiel apparaît aux uns comme une étape vers le libre-échange, tandis que pour d'autres il représente la base sur laquelle on organiserait la prospérité de tout le monde libre qui se trouve en dehors de la zone dollar.

Conférence des "4" à Berlin

MM. Bidault, Molotov, Eden et Dulles se sont rencontrés comme on le sait à Berlin dans les derniers jours de janvier, pour la Conférence des Quatre.

Le problème principal de la rencontre qui s'est ouverte le 25 janvier était l'unification de l'Allemagne, mais on devait aborder également le problème du traité d'Etat autrichien la question asiatique.

Les « Quatre » devaient se réunir d'abord dans la zone ouest, au Building interallié de la Potsdamerstrasse, puis le 1er février en zone est, à l'ambassade soviétique Unter den Linden.

La 1ère séance fut présidée par M. Dulles, les séances suivantes furent présidées par ses collègues, par rotation dans l'ordre suivant: MM. Bidault, Eden, Molotov. L'interprétation fut à la fois successive et simultanée, autrement dit les interventions ministérielles furent traduites après coup en deux langues. Il n'y eut pas de comptes-rendus in extenso, mais un procès verbal rédigé par chaque délégation.

M. Georges Bidault a prononcé, à l'ouverture de la conférence des Quatre, le discours suivant, dont nous publions ci-dessous quelques extraits:

L'offre audacieuse du président des Etats-Unis permet, pour la première fois, d'entrevoir un progrès vers la solution du problème de la menace atomique.

Le problème du désarmement n'est pas lié seulement au résultat des conversations qui vont s'engager sur le problème atomique. Pour être utile, pour être possible, son étude dépend de l'arrêt des hostilités, partout où celles-ci se poursuivent.

... Quant aux problèmes asiatiques, dont les liens avec la question du désarmement sont indéniables, ils doivent eux aussi être résolus — et le plus tôt sera la mieux — mais leur solution ne serait pas avancée si l'on essayait de les traiter hors de leur cadre, en liaison avec des problèmes européens auxquels ils seraient artificiellement liés par une sorte de dépendance réciproque qui ne pourrait entraîner qu'un enchevêtrement inextricable.

... En ce qui concerne l'Allemagne, en revanche, la condition nécessaire à la négociation d'un traité de paix, à savoir l'existence d'un gouvernement représentant l'Allemagne entière, n'est toujours pas remplie. Il importe tout d'abord de s'attaquer à cette question dont M. Molotov lui-même, dès 1946, signalait l'urgence.

Le discours de

M. Molotov

Dans son discours M. Molotov a traité d'abord la question allemande, soulignant que « l'examen de cette question est indissolublement lié à la question générale de la garantie de la sécurité en Europe. Seule une telle solution du problème allemand, solution qui sera durable et juste, contribuera au renforcement de la paix en Europe ».

M. Molotov a exposé ensuite que la première condition du règlement de la question allemande était « qu'on exclue la possibilité de nouvelles tentatives du militarisme allemand de déclencher la troisième guerre mondiale ».

L'ordre du jour

Finalement, M. Molotov a soumis à la conférence le projet d'ordre du jour suivant:

1) Les mesures à prendre en vue d'une détente dans les relations internationales et de la convocation d'une conférence des ministres des affaires étrangères de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis, de l'Union soviétique et de la République populaire chinoise;

2) La question allemande et les moyens d'assurer la sécurité européenne;

3) Le traité d'Etat autrichien.

Surpris par cette proposition d'un ordre du jour qu'ils n'attendaient pas aussi vite, les occidentaux se rallièrent au projet, le premier point étant ainsi précisé: « Utilité de réunir en mai ou en juin 1954 une conférence des cinq y compris la Chine communiste, afin de réduire la tension dans les réunions internationales ».

Le plan Eden de réunification allemande

C'est au nom des trois puissances occidentales que M. Eden présenta, au cours de la cinquième réunion de la conférence à quatre, son plan de « réunification de l'Allemagne dans la liberté ».

Le programme de réunification de l'Allemagne proposé par M. Eden au cours de la cinquième réunion de la conférence des Quatre comprenait cinq points:

1) Elections libres dans toute l'Allemagne;

2) Convocation d'une Assemblée nationale issue des élections;

3) Rédaction d'une Constitution et préparation des négociations sur le traité de paix;

4) Adoption de la Constitution et formation d'un gouvernement central allemand responsable de la négociation du traité de paix.

5) Signature et entrée en vigueur d'un traité de paix.

Rejet des propositions

Molotov

M. Molotov prononça le 2 février un long discours définissant l'attitude de l'URSS au sujet du problème allemand.

Prenant la parole au cours de la huitième séance de la conférence des Quatre, M. Foster Dulles a rejeté les propositions concernant le règlement du problème allemand faites par M. Molotov.

La Conférence s'enlise

A partir du 4 février la conférence commença à s'enliser. Dès le 8 les 4 décidèrent de se réunir en séance secrète, un système qui devait être adopté à plusieurs reprises jusqu'à la fin de la conférence.

Le plan Molotov de

"sécurité européenne"

Le 10 février, M. Molotov proposait son fameux plan de «sécurité européenne»...

...Afin de sauvegarder la paix et la sécurité, et d'empêcher une agression contre n'importe quel pays en Europe.

...Afin de renforcer la collaboration internationale.

...Afin d'empêcher la formation de groupes d'Etats européens dirigés contre d'autres Etats européens.

Entretien "atomique"

DULLES - MOLOTOV

Le premier entretien «atomique» entre MM. Molotov et Dulles eut lieu le 30 janvier. Ces conversations «atomiques» doivent être consacrées on le sait à la procédure de préparation de négociations complètes sur le plan Eisenhower. M. Dulles a déclaré aux ministres des affaires étrangères de France et de Grande Bretagne que leurs pays sont invités aux négociations quand elles auront lieu. On pense que d'autres pays intéressés à la production de l'énergie atomique, par exemple la Belgique et le Canada, y participeront également.

COMMUNIQUE FINAL

La déclaration des trois ministres des affaires étrangères occidentaux publiée à l'issue de la conférence de Berlin est ainsi rédigée:

1) Le problème essentiel de la conférence de Berlin était le problème allemand. Les trois délégations occidentales ont insisté pour que la réunification de l'Allemagne soit réalisée au moyen d'élections libres conduisant à la création d'un gouvernement de l'Allemagne unie, avec lequel le traité de paix pourrait être conclu. Elles ont présenté un plan pratique à cette fin. Leurs propositions n'ont pas été acceptées par la délégation soviétique, même comme base de discussion, et elles ont été amenées à la conclusion que le gouvernement soviétique n'était pas disposé actuellement à autoriser des élections libres dans toute l'Allemagne ou à abandonner son contrôle sur l'Allemagne de l'Est;

2) Les trois gouvernements occidentaux continueront leurs efforts pour aboutir à la réunification de l'Allemagne dans la liberté et par des moyens pacifiques. Dans l'immédiat ils ont suggéré certaines mesures qui pourraient réduire les effets de l'actuelle division de l'Allemagne et ses conséquences pour Berlin. Ils ont proposé que les trois hauts commissaires examinent ces questions avec le haut commissaire soviétique.

En ce qui concerne Berlin, les trois gouvernements réaffirment l'intérêt qu'ils attachent à la sécurité de la ville. Selon les termes de la déclaration tripartite du 27 mai 1952, ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour améliorer la situation à Berlin et pour développer la prospérité de la ville.

L'AUTRICHE

3) Les trois ministres ont fait les plus grands efforts pour obtenir un accord sur le traité d'Etat autrichien. Ils ont accepté la version soviétique de tous les articles restant en discussion.

Le ministre autrichien des affaires étrangères, qui participait à tous les débats sur cette

question, s'est lui aussi déclaré prêt à signer le traité sous cette forme. Le ministre soviétique des affaires étrangères a cependant réclamé que l'on ajoute de nouvelles dispositions dans le traité. Celles-ci auraient eu pour effet de maintenir des troupes étrangères en Autriche pour une période indéfinie après l'entrée en vigueur du traité, et de porter ainsi atteinte au droit de l'Autriche à jouer pleinement son rôle dans la vie internationale.

Le traité n'a donc pu être conclu à Berlin, en dépit d'une proposition autrichienne acceptée par les trois ministres, et aux termes de laquelle les troupes des quatre puissances ne pouvaient demeurer en Autriche que jusqu'au 30 juin 1955.

Les trois gouvernements sont résolus à continuer leurs efforts pour conclure le traité d'Etat autrichien, mais tout progrès dépend d'une modification de l'attitude de l'Union soviétique. Ils continueront d'autre part à rechercher tous moyens d'alléger l'occupation de l'Autriche.

Les trois gouvernements demeurent prêts à saisir toute nouvelle occasion qui pourrait se présenter de favoriser, par une reprise des contacts établis à Berlin ou par tout autre moyen, la solution des problèmes allemand et autrichien.

Les trois ministres ont exposé et réaffirmé le caractère purement défensif des accords de sécurité occidentaux. Des offres ont également été présentées en vue de discuter la manière dont les engagements qui protègent déjà l'Union soviétique contre l'agression pourraient être renforcés. La délégation soviétique n'a pas répondu à ces offres. Les propositions qu'elle a faites auraient entraîné la destruction du système de sécurité occidentale, tandis que la puissance militaire du bloc soviétique en Europe demeurerait intacte. Les trois gouvernements n'ont pas l'intention de se laisser détourner de leurs efforts pour développer le système de défense, qui constitue la meilleure garantie pour l'avenir.

PAS D'EUROPE PREFABRIQUEE

Dans un petit livre qu'il intitule « *Processo agli universali* », (Procès aux universaux), M. Alfonso Vittorio Giardini, journaliste, directeur des publications de l'Office National du Tourisme Italien, dit aux Européens que l'Europe nouvelle ne sera jamais si l'on nous propose « *une Europe préfabriquée* », construite sur des abstractions universalistes — qu'elles s'appellent démocratie ou justice sociale — qui ne tiennent aucun compte du fait que la nation est « *la forme la plus complète de l'individualisation de l'universalité de l'esprit, une vie totale qui englobe mille et mille vies particulières, mais dont chacune lui donnent vie et âme...* », car « *chaque peuple veut sa liberté. C'est là ce qui est liberté d'être contre cette liberté d'exister que l'on semble aujourd'hui vouloir nous distribuer comme un colis de bienfaisance... une liberté venant d'est ou d'ouest n'est donc pas une vraie liberté* » et « *...plus la personnalité de l'individu a la possibilité de s'affirmer, plus la communauté où il vit peut s'agrandir et se développer... à cette communauté chaque personnalité apporte une contribution déterminante et en est, en retour, déterminée... or, il est évident que les exigences qui font la personnalité de l'européen ne sont par les mêmes que celles qui font l'américain ou le soviétique* ».

« *La nouvelle Europe ne peut donc surgir que d'un élargissement des nations vers un horizon plus vaste, mais dans lequel loin de se perdre, elles se reconnaîtront et se retrouveront* ».

* * *

Mais il faut lire tout l'essai qui, sous la modestie de ses proportions et de sa présentation, recèle une extraordinaire richesse de pensée, exprimée sous une forme si poétique qu'elle ne peut manquer de sé-

duire le lecteur et de le convaincre malgré lui. Car il n'oubliera plus jamais des formules (et elles abondent) dans le genre de celle-ci: « *L'inventeur de la guerre psychologique peut être satisfait: les Euro-*

péens ayant rejeté les siècles de culture qui pesoient sur eux, sont redevenus enfants, heureux de courir après les papillons qui s'échappent en vols légers des arcs détruits ».

A. P. G.

Un appel d'Adenauer

M. Adenauer a lancé le 22 janvier un appel aux « *Quatre* » leur demandant « *de donner enfin à toute l'Allemagne la liberté, l'unité et la paix* ».

Le chancelier, dans cet appel qui a été lu au cours d'une conférence de presse, déclare que tous les Allemands considèrent « *l'unité dans la paix et la liberté* » comme « *un droit naturel et donné par Dieu* ».

Le texte de l'appel dit notamment: « *Le peuple allemand tout entier, après la guerre, a tenté par un travail ininterrompu de trouver sa voie hors du chaos que lui avait laissé la dictature nazie pour arriver à une vie dans la paix et la liberté.*

« *En apprenant les leçons de l'histoire et les besoins du temps, toutes les classes du peuple allemand ont compris qu'elles ne peuvent trouver le bien-être, la liberté et la sécurité que dans une communauté plus large qui partage leurs intérêts et leur idéal. Notre politique a été guidée par cette idée* ».

Centre d'Information Européen pour l'Artisanat

Sur le plan européen, la coordination des initiatives pour favoriser l'exportation des produits de l'artisanat a été étudiée par les représentants des divers Pays dans une réunion qui s'est tenue à Paris sur l'initiative du Conseil Européen de l'Artisanat, sous l'égide de l'O.E.C.E. Pour l'Italie étaient présents le Secrétaire de la Confédération Générale de l'Artisanat M. Germozzi, M. Ivan Matteo Lombardo en qualité de Président de la Compagnie Nationale Artisanale, M. Alfani représentant l'I.C.E.

Il a été convenu de constituer un Centre d'Information européen qui devra agir comme organe de liaison entre tous les organismes nationaux opérant dans le secteur de l'artisanat et de la petite industrie. La réalisation de cette initiative a été confiée à MM. Lombardo et Germozzi.

Ensuite a eu lieu la réunion du Conseil de la Fédération internationale de l'Artisanat à laquelle ont participé les représentants de tous les Pays d'Europe. Les thèmes suivants ont été abordés: « *définition de la notion "artisanat"*; « *formation professionnelle*»; « *problème du crédit artisanal* » etc. ».

GREGOIR

CONTRE OFFE!

Comme Européen de l'Est, je désire vous avouer que je ne me sens pas lié par l'épithète d'« observateur », décernée aux hommes dont les patries se trouvent placées, bien malgré elles, derrière le rideau de fer.

Il n'y a pas plusieurs espèces d'Européens, selon les souffrances que leurs pays ont à endurer, et les luttes qu'ils ont à soutenir. Il serait non seulement injuste, mais suprêmement préjudiciable pour la cause de l'Europe, si les nations les plus exposées aux coups du destin, se voyaient privées du support de l'idée européenne, au nom de laquelle elles s'évertuent encore à résister.

Car il n'y a qu'une seule Europe; même lorsque son corps est mutilé et divisé, la pensée qui nous guide vers elle est une et indivisible. L'Europe ne peut naître à une vie nouvelle à l'Ouest si elle se meurt à l'Est; elle ne peut retrouver sa santé, sa grandeur et des forces nouvelles que dans le cadre de ses limites naturelles.

Nulle part le mot « Europe » ne provoque une résonance plus forte et plus émouvante que dans les pays de l'Est. L'idée de l'unité européenne contient pour toute une moitié du continent comme une promesse de paix, et, partant, une promesse de libération.

J'ai la conviction que j'exprime le sentiment profond de mon pays, ainsi que celui des pays voisins, partageant le sort de la Roumanie, en affirmant ici solennellement leur fidélité à l'Europe, leur volonté de faire partie intégrante d'une Europe Unie, l'espoir qu'ils placent dans le succès d'une entreprise qui, pour sauver et unir le Continent, doit envisager le grand problème en son entier et doit lui trouver une solution d'ensemble.

Les raisons qui ont provoqué ces temps derniers un grand mouvement en faveur de l'Union Européenne sont de trois ordres:

Il semble, premièrement, que le redressement économique des pays du Continent, grands et petits, également éprouvés par la dernière guerre, n'est pas possible sans un effort commun et sans un plan d'ensemble.

Deuxièmement, il est toujours plus évident que la forte pression, exercée de l'Est, place l'Europe entière devant un danger qui ne saurait être conjuré que par des volontés et des forces unies.

Il paraît, enfin, que, dans les conditions actuelles, la paix et l'existence même de l'humanité, exposées à une menace constante par les armes modernes — armes de destruction immédiate et totale — ne sauraient être assurées que par des organismes politiques toujours plus étendus, dans le cadre d'un ordre universel.

Voici quelques extraits d'une brochure éditée (N. 18 - Nov. 53) et qui groupe quelques anciens ministres des affaires étrangères de Moscou, écrivain et journaliste, défenseur de

Ces raisons militent toutes en faveur d'une solution d'ensemble du problème européen.

En effet: il n'y a pas de relèvement économique possible si l'absurde barrière qui coupe l'Europe en deux et sépare deux parties, économiquement complémentaires, d'un même Continent, n'est pas supprimée. Il n'y a pas de bien-être ni de justice sociale réalisables si des échanges libres ne sont pas rétablis entre l'Ouest et l'Est européen, permettant une meilleure répartition de la production et une meilleure rémunération du travail; on ne saurait jamais montrer assez à quel point le sort des ouvriers d'Occident est lié à celui des paysans de Roumanie, de Pologne, de Hongrie et des Balkans. Disons-le franchement: l'Europe ne peut être considérée comme une unité économique qu'en son entier; l'économie de l'Occident peut être redressée par des moyens exceptionnels venus du dehors, mais elle ne peut jouir des éléments de santé et de force que procure un état normal si l'indispensable lien n'est pas rétabli entre l'Ouest et l'Est de l'Europe.

Pour ce qui est de la paix européenne, exposée à une menace constante et certaine, comment pourrait-on, à la longue, envisager la sécurité de l'Ouest sans la libre existence des pays de l'Est? L'enseignement le plus éclatant qui se dégage de l'histoire du siècle passé est le succès de l'effort patient et soutenu, poursuivi par l'Occident, pour étendre de l'Ouest à l'Est un ordre de droit européen — ordre indispensable à la paix du Continent. Les grands Traités de Paix constructive, qui se sont efforcés de définir et d'étendre un tel ordre européen — le Traité de Vienne de 1815, celui de Paris de 1956, et le Traité de Berlin de 1878, ont fixé toujours plus à l'Est la limite de la sécurité continentale. Ils l'ont fait en libérant successivement les peuples de l'Est, en les plaçant sous la protection du Droit international et sous la garantie collective des Grandes Puissances, et en faisant triompher le principe d'après lequel les affaires de l'Est, comme celles de toutes les autres parties du Continent, ne sauraient être réglées selon les désirs et les dispositions d'une seule puissance, mais seulement par l'accord de toutes les puissances européennes. Est-il possible aujourd'hui, lorsque les événements nous contraignent à faire un pas en avant dans la voie de l'organisation unitaire du Continent,

GAFENCO

S I V E D E P A I X

Supplément de la revue FRANCE EUROPE
et conférences de M. Grégoire Gafenco,
ancien ambassadeur de Roumanie à
Paris, ancien directeur de la revue
européenne.

d'abandonner des principes de droit, de sécurité, et de bonne politique qui sont à tel point identifiés avec la conception même de l'Europe?

Le voudrions-nous qu'il nous serait impossible de le faire. Car il existe aujourd'hui, en dehors de notre désir, de notre volonté, de notre effort, pour unir l'Europe. une autre action qui poursuit, elle aussi, une tâche d'unification. Et il serait suprêmement risqué d'opposer à cette action, qui s'exerce avec une implacable rigueur, des tentatives de compromis et des solutions bâtarde. Comment pourrait-on, en effet, se résigner à ne chercher qu'une solution partielle du problème européen, alors que la Russie Soviétique ose poser le problème en son entier, et propose par-delà le Rideau de Fer, par-delà toutes les anciennes frontières, à tous les Européens, l'établissement d'un ordre commun: une étroite association entre Etats soumis à une discipline et à des régimes identiques. Même si l'on voulait se résigner, à accepter l'idée du partage de l'Europe (idée qui, inmanquablement, a toujours conduit à la guerre!), encore faudrait-il savoir avec qui effectuer ce partage. Or, un tel partenaire n'existe pas: la Russie Soviétique ne veut pas de partage — elle veut infiniment plus. La ligne arbitraire, qui coupe l'Europe en deux, est tracée sur la sable; elle peut avancer vers l'Ouest au gré d'une politique dont les visées sont certainement universelles, ou reculer vers l'Est sous la pression d'une volonté contraire; mais, là où elle est, elle ne peut pas rester, car elle n'a pas le poids d'une frontière légitime. Elle n'en a pas non plus le caractère: c'est la ligne fortuite où se sont arrêtées devant les armées de l'Occident des tendances qui visaient plus loin, et qui, pour s'être arrêtées là, n'en sont pas moins universelles. Aussi longtemps que cette ligne existera il n'y aura pas de paix dans le monde, et il n'y aura pas d'Europe.

* * *

En un temps où le salut du continent dépend de la rapidité et de l'efficacité avec laquelle certaines solutions d'ensemble l'emporteront sur la méthode ancienne, je ne vois que le principe fédératif qui soit susceptible d'assurer la réussite de telles solutions.

Plus important encore que le principe appelé à décider de la forme constitutionnelle de l'Europe Unie me semble devoir être les principes

ayant à assurer le contenu du nouvel ordre européen. Ce n'est pas la place ici d'entrer dans les détails des quelques règles communes que nous aimerions voir établies, afin qu'elles régissent la vie politique, économique et sociale de la communauté européenne: règles garantissant les libertés individuelles et nationales, déterminant la coopération économique entre Etats, syndicats et travailleurs, et poursuivant avec efficacité un idéal de justice sociale. C'est à nos diverses commissions qu'incombe la tâche de développer un tel programme.

* * *

Je ne voudrais insister que sur un seul point: il est certes difficile, sinon impossible, de fixer le contenu d'une politique d'union européenne avec la même précision avec laquelle s'exprime la politique communiste. L'Ordre Européen est une conception de vie, régie par des idées de liberté et de diversité; l'ordre communiste est un instrument de lutte, dirigé par un principe d'autorité. Il n'en est pas moins vrai que pour réaliser une tâche aussi ardue que celle de défendre et d'unir l'Europe, il faut avoir une politique déterminée. Cela signifie qu'il faut s'efforcer de mettre au service d'une conception d'ordre et de vie un instrument efficace de travail, de lutte et de victoire. Comme il ne s'agit pas d'assujettir les esprits et les volontés au commandement d'une idéologie unique, mais de créer un cadre permettant à des hommes et des partis différents de lutter librement pour la même cause, la politique pour la réalisation de l'Europe Unie devrait procéder d'un accord aussi large que possible; il serait heureux que tous les partis et tous les hommes, également attachés aux libertés européennes, puissent participer à cet accord.

Il faudrait aussi que cette politique s'efforçât d'atteindre par delà les frontières et les limites arbitraires le plus grand nombre d'Européens afin de mobiliser, pour la cause de l'Europe, toutes les forces et toutes les énergies. Il est certes utile de réaliser de suite ce qui peut être réalisé; mais même si l'union ne pouvait être atteinte que par étapes, le plan de l'Europe Unie devrait, dès le début, être conçu et dressé en son entier.

Rien ne serait plus dangereux qu'une politique tendant à préconiser une solution de compromis, un pis-aller, une prise de position défensive avec l'acceptation expresse ou tacite de toutes les injustices qui troublent le continent. Une telle solution n'apporterait aucun remède définitif à la situation de l'Occident et briserait le dernier espoir qui anime encore les nations de l'Est.

HENRY R. LUCE

L'HOMME D'AFFAIRES D'AUJOURD'HUI



Dans la soirée du 9 février à l'Hôtel Principe de Savoia de Milan, un diner a été offert, sous les auspices de la Chambre de Commerce américaine en Italie, à M. Henry R. Luce, l'un des fondateurs de l'organisation internationale "Fraternité Mondiale", Directeur de "Life", "Time" et "Fortune", qui déploie une immense et féconde activité pour l'avènement d'une ère de compréhension, de tolérance et de justice entre les peuples et les individus à quelque religion, nation ou race qu'ils appartiennent. Trois cents personnes, représentant les auto-

rités, assistaient à cette importante manifestation, notamment le ministre M. Ivan Matteo Lombardo, le Préfet Général M. Cappa, M. Giambellini qui représentait le maire de Milan, le Colonel James Angleton, Président de la Chambre de Commerce américaine en Italie, M. Giovanni Falck, M. E. Paul Tenney, Consul Général des Etats-Unis, M. Luigi Morandi Vice Président de la Montecatini, M. Alfredo Pizzoni, Président du Crédit Italien, et le Professeur Vittorio Valletta, Président de la « Fiat » et de nombreux industriels, des économistes, des financiers et des journalistes italiens et étrangers.

Le « Bulletin Européen » était représenté par M. Ottavio Rosu.

Le Colonel Angleton, Président de la Chambre de Commerce Américaine en Italie, a pris le premier la parole, suivi par M. Morandi qui, en sa qualité de Président de la Section italienne de « Fraternité Mondiale », a remis les certificats d'honneur aux fondateurs de la section italienne. On rappela, parmi eux, le regretté sénateur M. Enrico Falck et un diplôme à sa mémoire fut remis à Mme Falck. Des certificats d'honneur ont été remis en particulier au Professeur Vittorio Valletta et à M. Alfredo Pizzoni. D'autres seront décernés à M.

Adriano Olivetti et au sénateur M. Ciralo, pour une prochaine occasion, à Rome.

Prenant la parole, M. Henry R. Luce a prononcé un brillant discours que nous reproduisons ci dessous, où il définit l'homme d'affaires moderne et analyse avec compétence et précision les perspectives d'une renaissance économique de l'Europe.

* * *

Je suis très heureux de me trouver ici à cette occasion où un hommage particulier est rendu à quelques hommes d'affaires italiens éminents. Il est significatif que cet hommage soit rendu au nom de la *Fraternité mondiale*; c'est-à-dire au nom des relations humaines et de la bonne volonté entre les hommes de toute sorte et des toutes conditions qui peuvent se réunir librement.

Nous nous approchons de cette époque de l'année où l'on célèbre aux Etats-Unis la Semaine de la *Fraternité*. Pour moi, qui ai parlé dans les grandes villes de mon Pays à divers banquets au cours desquels a été célébrée la *Fraternité*, c'est une expérience encourageante que d'être présent à une telle réunion dans cette célèbre métropole.

Je félicite avec enthousiasme la Chambre de Commerce Américaine à qui sa générosité et sa largeur de vues ont donné l'idée de prêter en cette occasion son aide et son prestige à l'idéal pratique de la *Fraternité mondiale*.

Dans tout le monde occidental, en Europe, aux Etats-Unis, au Canada et en Amérique du Sud, il y a aujourd'hui des dizaines de milliers d'hommes d'affaires qui consacrent une grande partie de leurs efforts et de leur argent à augmenter la bonne volonté et la coopération entre les hommes. Ils le font par mille moyens concrets: en cherchant à améliorer l'instruction et l'assistance médicale ou hospitalière; en encourageant les sports, les divertissements et les activités culturelles; par tous les moyens en somme qui permettent aux hommes de s'aider mutuellement et de tirer une plus grande jouissance de la vie sociale.

Un but commun à tous...

L'une des formes les plus importantes d'activité au moyen de la libre association est l'Entreprise d'Affaires. Et c'est justement en homme d'affaires que je voudrais vous parler ce soir, pour chercher à illustrer de quelque manière la profonde signification humaine de ce qu'en Amérique nous appelons « Business ».

« Business », dans le sens que nous donnons à ce mot, comprend toutes les formes de commerce et d'échanges, le travail industriel et les mines, les transports, les activités personnelles, les usines, les banques et même l'agriculture. Le « Business » poursuit bien des buts, pratiques aussi bien qu'idéalistes, mais le grand dénominateur à tous commun est l'accroissement du bien-être matériel de l'humanité. Tout comme l'artiste sert la Beauté et le savant la Vérité empirique, de même l'homme d'affaires sert le bien-être matériel des vivants.

Or, le bien-être matériel n'est qu'un des objectifs de la vie humaine. Les hommes ont des buts et des intérêts des plus variés; quelques uns s'intéressent à l'art, certains désirent escalader des montagnes; d'autres préfèrent par exemple cultiver leur jardin, tandis que beaucoup d'occidentaux éprouvent l'étrange besoin de se lever à cinq heures du matin, en hiver, et, les pieds sur la boue gelée d'un marais, tuer des canards ou tout au moins tirer contre des canards. Nous approuvons et encourageons cette infinité variée de goûts et de propos. Mais il y a un but que tous les hommes ont en commun: posséder en quantité suffisante les biens matériels nécessaires à la vie, à savoir de la nourriture, des vêtements et une maison, et quelque chose en plus qui leur permette de jouir de leur bref séjour sur cette planète. Une quantité suffisante des biens nécessaires à la vie, tous les hommes et toutes les femmes la désirent, tous, en dehors de quelques rares ermites ou ascètes que le reste des hommes peut admirer, sans avoir le moindre désir de les imiter.

Mais l'Etat ne crée, ni ne peut créer de richesses

Aujourd'hui, il est réellement possible de produire en quantité suffisante les éléments matériels d'une vie facile pour tous. La guerre, la politique, de sottes idéologies, entravent la réalisation de cette possibilité; pourtant elle est là: la possibilité de l'abondance. En 1938, je l'ai appelée la « mesure de l'abondance ». C'est le défi de l'histoire à notre époque. Et c'est un défi entre politiques.

C'est aussi un défi direct aux affaires. C'est pourquoi je suis heureux et fier, ce soir, de vous parler en homme d'affaires. Si une économie mondiale d'abondance est réalisée à notre époque, ce ne sera que grâce à des hommes d'affaires libres d'agir en liberté sous de justes lois. C'est à l'Etat qu'il appartient de maintenir des conditions de stabilité politique et d'agir dans le vaste domaine des finances publiques. *Mais l'Etat ne crée, ni ne peut créer de richesses*: voilà l'axiome qu'il nous faut reconnaître. Pourquoi est-il si mal compris? Et pourquoi les démagogues peuvent-ils si facilement bercer des millions de personnes de l'absurde illusion que l'on puisse créer des richesses au moyens d'administrations bureaucratiques? Peut-être est-ce par notre faute, à nous autres hommes d'affaires en tant que tels, parce que nous ne sommes pas

parvenus à faire comprendre ce qu'est l'essence des affaires? Ou peut-être est-ce la faute des intellectuels et des journalistes autant que des démagogues? Mais ne rejetons pas la faute sur les autres tant que nous n'avons pas fait tout notre possible en tant qu'hommes d'affaires.

Ma tâche, est facilitée du fait que je peux citer une très haute référence à l'appui de ce qui me paraît être une vérité axiomatique. Dans son rapport économique au Congrès des Etats-Unis, le Président Eisenhower synthétisa dans une seule période toute la philosophie économique que nous tous ici présents partageons en tant qu'hommes d'affaires modernes. Le Président a dit:

« L'Etat peut aider grandement au maintien de la prospérité. Mais il est bon de se souvenir des expériences accumulées... qui nous ont enseigné que nul Etat ne peut de lui-même créer une prospérité réelle et durable... »

L'homme d'affaires est l'héritier d'une tradition mondiale

Or, ce que je voudrais souligner ce soir c'est que la philosophie exposée par le Président Eisenhower est contenue dans la structure même de l'histoire: de l'histoire moderne.

Permettez-moi d'insister sur le mot « moderne ». Déjà au temps des Phéniciens fleurissaient de vastes entreprises commerciales. La Rome impériale était une ruche d'activités économiques. Et peut-être ne rappelle-t-on pas assez à l'écolier qui étudie les discours de Cicéron que ce dernier, comme la plupart des Romains célèbres, se consacrait au commerce. Aux siècles plus proches de l'ère chrétienne, les affaires s'épanouirent magnifiquement en terre italienne. Quel nom est plus célèbre que celui des Médicis — sans parler de la réputation de Venise et de Gênes, et de nos jours de celle de Milan et de Turin? L'homme d'affaires est l'héritier d'une grande tradition mondiale, tradition de puissance et de progrès. Et pourtant, avec tout le respect qui est dû aux gloires du passé, nous ne pourrions jamais assez nous arrêter sur le fait qu'il y a un nouveau monde des affaires et que les affaires modernes diffèrent radicalement de tous les genres d'affaires d'autrefois. Production en série, technique perfectionnée, communications rapides, statistiques et machines pour les statistiques, capital à bas intérêt, voilà autant de nouveautés rien moins que négligeables et leur ensemble détermine un monde d'affaires que ni les Médicis ni les Doges de Venise n'auraient pu imaginer ou comprendre. Sans parler du nouveau facteur qui est le plus important de tous, je veux dire les marchés de masse — dont la formation, résultat de l'élévation du niveau de vie des peuples, a été favorisée par les progrès de la technique, la rapidité des communications de toute sorte — ces grands marchés modernes signifient que les choses nécessaires à la vie peuvent être mises à la portée de tous sans un travail écrasant et que les luxes fabuleux d'hier, comme par exemple le savon, la lumière électrique et l'auto, peuvent

devenir et deviennent l'apanage normal des ouvriers, des paysans et de leurs familles. Ce monde moderne des affaires est un nouveau monde et tous ceux qui n'en tiennent pas compte dans leur politique font preuve d'autant d'anachonisme que tel petit tyran du XVII^e siècle qui refusait de reconnaître Copernic et Colombo.

Et pourtant, même en Amérique l'existence de ce nouveau monde des affaires n'a été comprise par la majorité que depuis deux lustres. Avant la guerre ceux d'entre nous qui soutenaient son existence en théorie et en prophétisaient la réalisation imminente, étaient tenus pour des visionnaires. Ce qu'ils prophétisaient en 1938 apparaît aujourd'hui avec évidence à tout le peuple américain; et même ce qui arrive aujourd'hui dépasse de beaucoup mes plus audacieuses prévisions: une production nationale brute de 300 milliards de dollars.

Ce que nous autres hommes d'affaires américains avons prophétisé avant la guerre, nous voudrions le prédire maintenant pour l'Europe.

Nous voudrions le prédire parce que du plus profond de notre expérience nous sommes convaincus qu'avant dix ans et même peut-être avant, l'Europe pourrait jouir d'une prospérité bien supérieure à celle dont elle a joui jusqu'ici. Et il est vrai que grande partie de ce résultat serait dû au Commerce international, il n'en est pas moins vrai que les plus grandes occasions de développement pour l'Europe sont en Europe. J'estime que le marché intérieur européen peut être doublé par les hommes d'affaires européens avant dix ans. Si mon optimisme est exagéré, si j'ai mal évalué les possibilités existant en Europe et en Italie je peux du moins, j'en suis sûr, vous demander, d'homme d'affaires à hommes d'affaires, de formuler vos propres idées sur la future prospérité de l'Italie et de l'Europe, pour que vous les rendiez claires à tous. Consultez-vous mutuellement; demandez leur avis à vos meilleurs ingénieurs; consultez la fine fleur de la finance — et que tous soient aussi hardis que prudents — et peut-être, avant tout, consultez vos grands commerçants modernes — puis tirez-en vos conclusions. Croyez-vous que dans leurs plus justes évaluations ils se contenteront de quelque chose qui soit inférieur au redoublement du volume de l'économie en Italie et en Europe?...

L'homme d'affaires moderne doit rester fidèle à ses expériences pratiques

En tout cas l'homme d'affaires moderne doit rester fidèle à ses vues et à ses expériences pratiques. Et l'homme d'affaires moderne sait qu'il n'est pas possible de calculer les limites de la production ou de la distribution des biens et des activités.

On peut dire que l'Italie, par exemple, seule, dans l'état actuel des choses, n'est pas en mesure d'accomplir en avant un pas décisif; les hommes d'affaires de Chicago et

de Turin le savent: ils ne sont pas isolationnistes. Leur vision d'un monde d'abondance suppose et demande la collaboration de tous les Pays. Mais leur premier soin est de développer l'économie de leur propre Pays. Le plus célèbre discours non politique qui ait jamais été tenu en Amérique avait pour titre: «Acres de diamants» (Acres of diamonds). Il était inspiré d'un vieux conte persan qui narre comment un Persan, après avoir cherché la richesse de par le monde, trouva une mine de diamants dans la cour de sa maison. Il n'y a pas de mines de diamants en Italie? Savez-vous bien ce qui peut se cacher dans votre cour?

Nécessité de la coopération internationale

La nécessité de la coopération internationale est pleinement reconnue par de nombreux chefs de la finance des Etats-Unis et a été vigoureusement invoquée par nombre d'entre eux. Pour l'Italie, comme l'ont observé une grande partie de ses grands hommes d'affaires, cela veut dire avant tout une plus grande unité économique en Europe. On peut aussi prévoir que dans les années à venir les Etats-Unis s'orienteront vers une collaboration encore plus étroite dans le domaine des affaires économiques. Ce que la majeure partie d'entre nous désire, en Amérique, c'est une diminution des mesures restrictives et le développement d'une politique de grande envergure pour l'accroissement de la prospérité dans les régions vitales du monde. Un premier pas de la politique américaine dans cette direction a été le Rapport de la Commission Randall qui recommandait l'adoption de tarifs douaniers plus bas et d'autres mesures destinées à favoriser l'accroissement du commerce mondial. Beaucoup d'entre nous auraient voulu aller encore plus loin et, en effet, nous continuerons à insister sur la nécessité d'une réduction radicale des tarifs douaniers américains et de bien d'autres mesures aptes à favoriser cette abondance mondiale qui est le but de l'homme d'affaires moderne pour lui-même et pour l'humanité tout entière.

Naturellement, vous vous rendez compte qu'en Amérique comme ici il existe des intrigues politiques et des combinaisons destinées à satisfaire des intérêts égoïstes et non l'intérêt commun. Mais ne nous laissons pas décourager par les faiblesses de la nature humaine ni par les obstacles qui se mettent devant nous sur la route du progrès. N'oublions jamais ce qu'est le vrai progrès économique et combien grand il peut être. Et allons de l'avant avec cette foi inébranlable, travaillant sans répit, luttant incessamment pour ce que nous croyons juste. Surtout soyons fiers d'être des hommes d'affaires, reconnaissants pour les énormes possibilités que nous offre notre époque, conscients de notre responsabilité envers cette *Fraternité mondiale* à laquelle doit être consacrées nos meilleures énergies.

L'EUROPE EN EXIL

L'anniversaire de l'Indépendance de la Lituanie

Le Comité lituanien a commémoré le 14 février, par une cérémonie solennelle qui s'est déroulée à l'Institut S. Angela Merici, le 36^e anniversaire de la déclaration d'indépendance de la Lituanie et le 50^e anniversaire de la « reconquête » de la liberté de la presse.

La cérémonie s'est ouverte par une messe solennelle servie par le Cardinal Pizzardo, durant laquelle le Choeur du Collège ecclésiastique lituanien de Rome a chanté des cantiques religieux lituaniens sous la direction du Maestro R. P. Senkus.

La commémoration officielle a eu lieu dans le grand salon de l'Institut orné des drapeaux pontificaux, italiens et lituaniens et des armes de la Lituanie: un chevalier blanc sur fond écarlate avec l'inscription « *Salus reipublicae suprema lex* ».

Parmi les personnalités présentes, signalons: le Cardinal Pizzardo, Leurs Eminences les archevêques Gawlina et Bucko, Mgr Luigi Poggi du Secrétariat du Vatican, Mgr. Tulaba Recteur du Collège lituanien, Mgr. Strojny, Recteur de l'Institut polonais, Mgr. Camans, Président du Comité Letton, Mgr. Civardi, M. Papeé, ambassadeur de Pologne près le Saint Siège, S. E. M. Lozoraitis, ministre lituanien, S. E. M. Nicolai du Ministère des Affaires Etrangères, M. Rebecchini maire de Rome, M. Andreoli assesseur délégué, M. Padellaro de la Présidence du Conseil, M. William Egan Colby Attaché à l'Ambassade des Etats-Unis à Rome, Mme Guidi Cingolani, M. Bocchini du Ministère des Affaires Etrangères etc...

C'est le président du Comité lituanien, R. P. Mincevicius Vincas qui a pris le premier la parole, pour rappeler la signification historique de la ma-

nifestation; puis ce fut le tour de M. Lozoraitis qui remercia chaleureusement les autorités italiennes qui avaient bien voulu témoigner leur sympathie en assistant à la cérémonie; enfin M. Gedda, Président général de l'Association Catholique italienne prononça un discours où il exalta les vertus spirituelles du peuple lituanien qu'il appela le « *peuple de l'espérance* ». « *L'espérance de ce peuple — a-t-il dit — ne plane pas seulement dans le présent: il y a eu pour ainsi dire des cycles d'espérance dans l'histoire du peuple lituanien, depuis le jour où, il y environ 700 ans, en 1251, il embrassa la religion catholique* ».

L'orateur remarqua ensuite que le peuple lituanien pratique également deux autres vertus théologiques: la Foi (« *...une foi qui est innée chez l'individu comme dans la vie collective des lituaniens...* »), et la

Charité (...« *cette charité qui unit vos frères persécutés en territoire occupé et vous unit dans toutes les parties du monde...* »).

Au milieu des applaudissements le Professeur Gedda a conclu en exprimant la conviction que les peuples chrétiens derrière le rideau de fer retrouveront leur liberté et leur vie prospère dans la religion chrétienne.

Le R. P. Mincevicius Vincas a annoncé ensuite que sur la requête du Comité lituanien, favorablement accueillie par les autorités municipales il avait été décidé de donner le nom de la Lituanie à une place de Rome. Après quoi, M. Rebecchini a prononcé une chaleureuse allocution au cours de laquelle il a exalté les activités culturelles et les vertus laborieuses du peuple lituanien, souhaitant pour finir que la Lituanie retrouve sa liberté au sein d'une grande famille européenne où la liberté de tous serait la force de la vraie Europe libre et pacifiée.

Enfin tous les assistants ont écouté la lecture du Message envoyé par le Saint Père avec sa Bénédiction Apostolique, des télégrammes du Président de la République, de M. De Gasperi et du sénateur Don Luigi Sturzo.

Pour les européens exilés

Chassés par la guerre d'une patrie qu'ils ne reverront jamais, plus de 200.000 malheureux sont parqués quelque part en Europe (surtout en Allemagne et dans la zone de Trieste). Aucun pays n'en veut. Ils sont vieux souvent malades et ils ne possèdent plus rien. Les Européens se doivent de

secourir des vieillards car il n'y a plus d'organismes internationaux ni américains qui acceptent de les prendre en charge. Leur existence dépend uniquement des Pays où ils se trouvent et d'où ils ne peuvent sortir.

L'Aide aux personnes déplacées a ouvert en septembre 1950 à Huy (Belgique) le premier Home en Europe. Dix vieux ménages ont été sauvés.

La première expérience ayant bien réussi, un deuxième Home, abritant 50 autres vieillards a été ouvert à Esneux (Belgique) en juin 1951. Le début de 1953 est marqué par l'ouverture d'un troisième grand home, le Home des Flandres, situé à Aertseelaar (aux portes d'Anvers).



Il existe un projet de quatrième home en Belgique. Le premier Home de France doit être constitué au plus tôt. Dans les autres (Italie, Allemagne, Grande Bretagne, Danemark, Pays-Bas, Suisse, etc...) des solutions analogues doivent être trouvées. L'avenir, qui dépend en réalité des générosités que rencontrera l'Aide aux Personnes Déplacées, dira si les Européens sont sensibles à ce problème dramatique.

Pour faire vivre les premiers Homes, pour permettre l'ouverture des nouveaux Homes, votre aide est nécessaire. Pratiquement, que pouvez-vous faire?

1) Envoyer des dons réguliers de nourriture, de vivres, de médicaments, de vêtements (en bon état);

2) accorder et faire accorder des dons en argent (même pe-

tits, de préférence réguliers).

L'Aide aux Personnes Déplacées est une Association sans but lucratif dont les statuts ont paru au « Moniteur » du 18 novembre 1950 (n. 2635), Belgique.

L'oeuvre est internationale et extra-confessionnelle.

Pour la Belgique:

C.C.P. 756.70, Aide aux Personnes Déplacées, — 35, rue du Marché, Huy.

Au Collège d'Europe

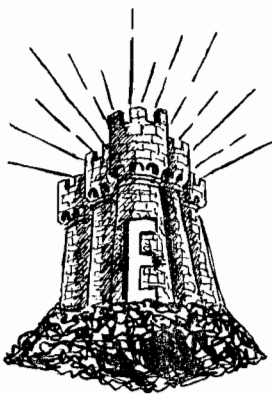
La série des cours au Collège d'Europe a été brillamment inaugurée par le Président Robert Schuman qui vint donner deux conférences sur les origines et l'élaboration du Plan qui porte son nom. A sa suite, M. le Recteur H. Bruggmans (introduction à l'histoire de l'Europe), MM. M. Le Lannou (géographie), P. Guggenheim (droit international), A. de Vreese (droit comparé), J. Bowle (histoire des idées politiques), H. Janne (sociologie) donnèrent leurs cours du premier trimestre cependant que le titulaire de la Chaire Robert Schuman, M. W. Hoffmann assisté par M. P. Desjacques connait le plus vif succès. Les cours d'initiation au droit, furent assumés par M. D. Vignes et le « séminaire » de sciences par M. M. Drachkovitch.

* * *

Parmi les professeurs visiteurs et les conférenciers citons MM. H. Marrou (histoire), G. Daniel (préhistoire), le général Georges - Picot (C.E.D.), K. Lindsay (politique britannique) et le regretté A. Plosman (coopération internationale).

Deux remarquables soutenan- ces eurent lieu en novembre. Celle de M. Paul Roux sur le droit d'asile et celle de M^{lle} Suzanne Evrard sur la frontière Franco-Belge. Le texte du rapport des présidents du jury (M. P. Guggenheim pour le premier

et M. M. Le Lannou pour la seconde) seront publiés dans les Cahiers de Bruges qui paraîtront incessamment.



ERNST FRIEDLAENDER

président du Comité allemand
du M. E.

Le journaliste Ernst Friedlaender, dont la radio a transmis d'intéressants interviews avec le chancelier Adenauer a été élu président du Comité Exécutif du Conseil allemand du Mouvement Européen. En même temps, Ernst Friedlaender a été élu membre du Comité Exécutif de l'U.E.F.

Deux brefs voyages à Zeebrugge et à Anvers ont été suivis d'un voyage d'études comportant une réception à l'université de Louvain et la visite des Aciéries Espérance - Longdoz à Liège, sous la direction du professeur M. Hoffmann.

Un colloque sur les questions brûlantes de l'heure actuelle a clos le premier trimestre.

* * *

Au deuxième trimestre, le Collège attend, en plus des professeurs titulaires et responsables, MM. Ginsberg, de Carmoy, von Ivanka, Silva, Mathiot, Neumark, Mc Mahon, Mme Garnier-Beaujeu, Lévy, Butler, Weidlé. Le cours de sciences politiques réparti sur toute l'année comporte, après les cours de M. Drachkovitch sur le socialisme, ceux de B. Stranjakovitch sur le communisme, de M. J. Lory sur l'idée sociale chrétienne.

En marge de la vie du Collège signalons une initiative nouvelle: le Cycle Européen. Chaque semaine le Collège d'Europe organise une conférence sur les aspects politiques économiques et sociaux actuels de l'Europe. Ce cycle qui se termine par un examen donnant droit à l'obtention d'un diplôme a obtenu un grand succès. 130 personnes dont certaines viennent de fort loin se sont inscrites et suivent régulièrement ces conférences.

LE V^e RAPPORT DE L'O.E.C.E.

Chaque année, on le sait, l'Organisation européenne de coopération économique (O. E. C. E.) publie un rapport général contenant à la fois un bilan des résultats obtenus, une analyse de la situation économique européenne et, jusqu'ici, un programme d'action en fonction d'objectifs bien définis.

Le cinquième rapport annuel de l'O.E.C.E. qui vient d'être publié couvre bien, quoique de manière assez condensée, les deux premiers points habituels; il se montre, en revanche, plus vague sur le dernier, se bornant à souligner — mais il le fait avec force — qu'un effort considérable doit être fait par les pays européens pour obtenir une expansion de production essentielle, si l'on veut que l'Europe améliore ses niveaux de vie et, en même temps, renforce sa position extérieure, couvre ses besoins en dollars et établisse les fondements d'une convertibilité durable ».

Cette absence d'objectifs précis et le simple « rappel » d'une idée directrice déjà adoptée par le Conseil des ministres fin octobre 1953, témoignent des difficultés rencontrées pour franchir une étape décisive en fonction de la situation nouvelle qui s'est instaurée depuis la publication du quatrième rapport.

L'O.E.C.E. reconnaît d'ailleurs, dans la préface de ce cinquième rapport, qu'il ne contient pas tout ce qu'il aurait pu contenir, et précise que « l'Organisation étudie actuellement l'évolution qui a eu lieu depuis la publication du quatrième rapport, les résultats obtenus et l'action ultérieure requise de la part de l'Organisation et des pays membres et associés ».

Cette « action » ne pourra être définie qu'à la suite de consultations spéciales entre les diverses nations intéressées. Ces consultations ont été expressément prévues par la résolution du Conseil du 30 octobre 1953 concernant l'expansion de la production.

Elles ne pourront toutefois vraisemblablement avoir lieu que lorsque chaque pays aura défini sa propre politique. Or pour l'instant, il semble que l'on en soit encore partout à l'étape des études et non des décisions. Mais celles-ci ne sauraient tarder maintenant et l'O.E.C.E., il faut en tout cas l'espérer, pourra alors se mettre au travail.

C'est en grande partie l'importance des décisions attendues de la part des Etats-Unis qui explique l'attitude actuelle de l'O. E. C. E., dont le rapport a été préparé en même temps que celui de la commission Randall, chargée par le président Eisenhower de proposer certaines réformes de la politique économique extérieure des Etats-Unis. Le rapport de cette commission, qui vient d'être soumis au président et au Congrès, doit aboutir à des mesures d'ordre pratique qui pèseront beaucoup sur le sort de l'Europe.

Le rôle des Etats-Unis est en effet essentiel. Déjà le quatrième rapport affirmait que « la coopération des Etats-Unis est nécessaire à la création de conditions qui permettent *au reste du monde de couvrir ses besoins en dollars par le jeu normal de ses échanges commerciaux* ».

Si l'on a pu constater au cours de l'année écoulée une très nette amélioration de la balance dollars de l'Europe occidentale, il ne faut pas oublier, en effet,

que cette amélioration est surtout due à des facteurs non permanents: diminution des importations, accroissement des dépenses militaires américaines en Europe.

Bref, si l'on peut prévoir que les réserves de devises de l'Europe continueront probablement à s'accroître (elles sont actuellement aux environs de 10 milliards de dollars), cet accroissement ne doit pas masquer le fond du problème, tel qu'il avait été défini par le quatrième rapport.

Dans le domaine des faits, le rapport de l'O.E.C.E. note que pendant le deuxième trimestre de 1953 la production n'a dépassé que de 4% celle de la période correspondante de 1951. Une certaine amélioration s'est manifestée à l'automne de 1953 mais la production industrielle est encore, dans certains des principaux pays industriels (notamment en France et en Belgique), inférieure au maximum atteint dans la période de grande activité qui a suivi l'ouverture des hostilités en Corée. L'accroissement de la production agricole a été en revanche encourageant.

Le rapport note, d'autre part, que les pressions inflationnistes en Europe ont été éliminées et que les prix sont demeurés stables ou ont même diminué depuis les premiers mois de 1952.

RAPPORT DE LA COMMISSION ECONOMIQUE DE L'O.N.U. SUR LE MARCHE DE L'ACIER

La commission économique pour l'Europe a publié un rapport intitulé « Le Marché européen de l'acier en 1953 ».

Si la production a augmenté d'une façon saisissante au Royaume-Uni, en Union soviétique et aux Etats-Unis, elle a, en revanche, baissé d'une façon significative en Belgique, au Luxembourg et en France. En Allemagne occidentale, la baisse est d'environ 400.000

tonnes. En Italie, la situation est stationnaire.

Mais dans ces pays, l'industrie est très au-dessous de ses possibilités de production. Ce serait commettre une erreur fatale de conclure que la production doit s'ajuster sur une demande qui reste, de façon permanente, à un niveau bas.

Il appartient à l'industrie elle-même d'élargir ses débou-

chés, notamment en procédant à des études de marché et en revisant sa politique des prix, surtout dans le domaine de l'exportation.

Des investissements plus importants, une production massive, la standardisation devraient permettre aux industries de consommation d'accroître leur productivité et de réduire leurs prix de revient.

Le marché des articles ménagers est loin d'être saturé, et il existe d'intéressantes perspectives de développement pour une production de masse à prix réduits pour les machines à laver et les réfrigérateurs, par exemple.

En ce qui concerne l'industrie automobile, aucun effort nouveaux n'a été entrepris pour créer une voiture populaire.

Le rapport note qu'une augmentation des investissements dans l'industrie du bâtiment serait d'un secours efficace pour l'industrie sidérurgique, en raison des nouvelles méthodes de construction qui font du bâtiment un gros consommateur d'acier.

« Comme on pouvait s'y attendre, écrivent les économistes de l'E.C.E., on trouve les pourcentages d'augmentation de production les plus forts là où la consommation de l'acier par tête d'habitant est faible mais où est poussé le développement économique, ou dans les pays où a été nouvellement créée une industrie sidérurgique ».

Il faut noter le pourcentage élevé d'expansion de l'industrie soviétique au cours de ces vingt-cinq dernières années, mais la progression de la consommation n'y a été que légèrement plus rapide, au cours de la même période, qu'en Europe occidentale et aux Etats-Unis à une époque comparable de rapide expansion industrielle.

Le rapport conclut en affirmant que « le déclin de la demande d'acier dans certains pays peut être surmonté... »

« Une politique de restrictions, un ralentissement des investissements et la cessation de la modernisation ne peuvent que retarder la productivité, augmenter les prix et, par conséquent, réduire la demande ».

A BERLIN

Entretiens Dulles-Monnet

Dans le courant de février renouant à Berlin avec M. Dulles les conversations engagées depuis le mois de mai dernier sur l'ouverture d'un prêt américain à la Communauté charbon-acier, quels résultats espérait exactement obtenir M. Monnet?

Ce serait notamment, selon le président de la Haute Autorité, de parvenir à stimuler le marché financier européen, qui actuellement n'existe pour ainsi dire pas. Non que l'on n'investisse point, au contraire, on investit beaucoup, mais dans des conditions onéreuses. Les consommateurs, qui restent le souci principal de l'état-major de Luxembourg, n'en retirent pas tout le bénéfice auquel ils auraient droit. En effet les prêts aux industries du charbon et de l'acier sont consentis actuellement avec des charges trop lourdes, et l'Allemagne n'est pas à cet égard en meilleure position que la France. On cherche donc, à Luxembourg, par l'exemple de ce prêt américain, à abaisser le loyer de l'argent pour les industriels de la Communauté sur le marché financier européen. Bref, on n'entend pas simplement ajouter les ressources de la Haute Autorité à celles que les industriels rassemblent déjà par leurs propres moyens, mais améliorer les conditions de leurs investissements.

D'après des chiffres provisoires les six pays de la Communauté auraient produit au mois de janvier 3.324.000 tonnes d'acier brut, contre 3.275.000 tonnes en décembre et 3 mi-

lions 698.000 tonnes en janvier 1953. La production allemande aurait augmenté de 65.000 tonnes par rapport au mois de décembre, tandis que celle des autres pays n'aurait guère varié. La fabrication française aurait diminué de 23.000 tonnes.

La production charbonnière du pool est également inférieure à celle de l'année passée. Elle s'est élevée à 20.619.000 tonnes en janvier, contre 21 millions 219.000 tonnes pendant la période correspondante de 1953. Seule la Sarre a augmenté sa production. Les houillères françaises ont extrait 4.767.000 tonnes, contre 4.966.000 en janvier 1953.

Pour le "Pool" vert

Interrogé sur les chances de création d'une communauté agricole européenne (pool vert), M. Houdet, ministre de l'Agriculture français a déclaré que, tout en reconnaissant les difficultés de cette tâche, plus complexe selon lui que n'a été la création de la communauté charbon-acier, il espérait aboutir néanmoins à des accords, « peut-être limités au départ, mais sans aucun doute efficaces et permettant de progresser dans l'avenir ».

Le ministre a précisé qu'actuellement des études très poussées ont été faites pour quatre produits: céréales (en particulier blé), bétail et viande, produits laitiers, fruits et légumes.

« Toutefois, a-t-il dit, il serait difficile d'indiquer un produit pour lequel le marché commun pourrait s'organiser plus facilement que d'autres, surtout dans l'ignorance où l'on se trouve encore du nombre et de l'importance pour le marché considéré des pays qui adhéreront finalement à l'accord ».



INFORMATIONS

La ratification de la C.E.D. par les Pays-Bas est maintenant acquise. Le Sénat néerlandais a, en effet, adopté, le 20 janvier, par 36 voix contre 4 (communistes et ultra-nationalistes) une loi ratifiant le traité sur la Communauté européenne de défense.

La Hollande se trouve ainsi être le premier pays à avoir définitivement adopté le traité. Chez les cinq autres signataires, la situation est la suivante:

Belgique. - La Chambre basse a déjà ratifié le texte et la Chambre haute en fera probablement autant le mois prochain.

Allemagne. - Les deux Chambres ont émis un vote favorable, mais l'opposition évoquant l'incostitutionnalité du traité, on attend une décision du tribunal suprême.

France, Italie, Luxembourg. - La question en est au stade des commissions.

Le Comité des Experts qui s'occupe au Conseil d'Europe des questions culturelles a récemment approuvé l'institution d'une « Carte d'identité culturelle » constituant une sorte de passeport culturel européen. Elle donne droit à l'accès aux musées, bibliothèques et écoles des Pays adhérents au Conseil d'Europe. On a déjà distribué en Italie environ 500 de ces cartes d'identité.

Le gouvernement français a décidé d'introduire auprès de la Cour de Justice du pool charbon-acier un recours contre les récentes décisions de la Haute Autorité tendant à assouplir la réglementation des prix de l'acier. Le conseil interministériel qui s'est réuni au début de

février a pris cette décision après un exposé de M. Louvel montrant que l'assouplissement accepté par Luxembourg favoriserait les pratiques discriminatoires interdites par le traité.

En effet, si les sidérurgistes peuvent sans modifier leurs barèmes officiels augmenter ou baisser leurs prix dans une limite de 5%, rien ne les empêchera de pratiquer des tarifs différents selon les acheteurs et de fausser la concurrence. Sans doute la Haute Autorité a-t-elle décidé le 7 janvier d'établir un contrôle pour s'assurer que les prix pratiqués sur le marché commun n'excèdent pas les écarts autorisés.

Mais si elle veut vérifier les déclarations faites tous les quinze jours par les producteurs d'acier elle devra engager un personnel beaucoup plus nombreux que celui dont elle dispose actuellement à Luxembourg. Les milieux professionnels estiment d'ailleurs que ce contrôle est pratiquement impossible, car il faudrait vérifier non seulement les poids des marchandises livrées, mais aussi la qualité des divers aciers.

M. Louvel considère donc qu'en s'engageant dans cette voie la Haute Autorité enfreint deux des règles essentielles du marché commun, celles de la

publicités des tarifs et de la loyauté dans la concurrence. La clandestinité des prix peut en outre favoriser les pratiques de « dumping », interdites par le traité. Dans son principe même l'assouplissement des règles de publicité paraît donc dangereux. C'est pourquoi le gouvernement a décidé d'intervenir officiellement auprès de la Cour de justice pour faire annuler les décisions du 7 janvier.

Le Dr Eugen Gerstenmaier, président de la commission parlementaire des affaires étrangères, a précisé devant les membres du groupe chrétien démocrate les conditions qui devraient présider à une « solution européenne » du problème sarrois.

1° La population sarroise doit approuver librement l'euro-péisation du territoire sarrois;

2° Entrée en vigueur de la Communauté politique européenne;

3° Abolition de l'actuelle Constitution sarroise;

4° Le règlement définitif de la question sarroise doit être réservé au traité de paix;

5° Les organismes européens devront avoir leur siège à Sarrebruck.

bulletin européen

Fondateur : CONSTANTIN DRAGAN, Directeur responsable : GIORGIO DEL VECCHIO
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 61.260 - 689.570 - 62.578

ABONNEMENTS

Italie Lires 2000 | Etranger . . . Dollars 3, -
ABONNEMENTS D'HONNEUR - 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR „10. -

c/c postale Roma N. 116299

Edité par l'Agence de Presse Radio Europe
Registr. Trib. Rome No. 1861 du 15/2/1951

STUDIO TIPOGRAFICO B. S. - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

ont collaboré...

Karl ARNOLD, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, PAUL BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Hendrik BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, René CASSIN, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, Dino Del BO, Giorgio Del VECCHIO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, G. van ESBROECK, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, Guido GONNELLA, W. A. 't HART, STEFANO JACINI, Jerzy JANKOWSKI, Jacques KAYSER, Pierre de LANUX, Lars J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Eduard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giovanni PERSICO, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, Joseph STEVENS, Jacques TREMPONT, Pierre VINOT, Rivington R. WINANT.